LEMA

LA VRAIE FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

N°120 - Février 2008ko Otsaila
MENSUEL : 2 €

EAJ-PNB en Labourd intérieur

Jose Mari Muñoa p.2
Basse-Navarre p.8
Collectivité territoriale p.10-11
Christian Noguez p.20

Jose Mari MUÑOA : “ j’ai souhaité voir disparaître la frontière de la Bidasoa ”

Jose Mari MUÑOA, a été durant de longues années, « le diplomate » du Gouvernement basque, chargé des Relations Extérieures. Il s'est récemment retiré de la vie publique. Il nous relate son parcours.

Dans quelles circonstances, votre poste a t-il été crée au sein du Gouvernement basque ?

Le peuple basque a toujours été très ouvert au monde entier, par nécessité, les raisons étant multiples, économiques, politiques, exil, etc. C’est pour cela qu’EAJ-PNB d’une part et l’ensemble des institutions basques, en particulier, le Gouvernement Basque, d’autre part ont toujours voulu être présents là où des Basques avaient des intérêts à défendre. Ainsi le Lehendakari ARDANZA avait décidé d’introduire dans le programme de la législature, en 1990, la création d’un Secrétariat Général de l'Action Extérieure.
Notre vocation était de faire connaître, et aussi reconnaître, la réalité d’Euskadi au-delà de nos frontières et de chercher à développer notre culture, notre économie et notre bien-être social par le biais de la coopération.
J’ai eu l’honneur d’avoir été désigné comme responsable de la Coopération Interrégionale, Transfrontalière et des relations du Gouvernement Basque avec Iparralde. Quatre ans plus tard, j’ai été nommé « Comisionado » du Lehendakari pour les Relations Extérieures.

Quelles sont vos priorités pour le Pays basque nord ?

Avant tout, j’ai souhaité voir disparaître la frontière de la Bidasoa pour trois raisons. En tant qu’Européen convaincu, parce que je souhaite une Europe respectueuse de ses diversités qui constitue une de ses plus grandes richesses, simultanément unie et intégrée politiquement par le biais de la cohésion territoriale et sociale. Car n’oublions pas qu’union n’est pas synonyme d’uniformité, celle-ci devenant bien souvent le principal obstacle pour l’atteindre. Or, pour cela, la disparition des frontières, de ces cicatrices, généralement issues de guerres fratricides, est absolument nécessaire.
La deuxième raison est le bien-être des citoyens de la zone frontalière.
Le « finisterre » historique doit se transformer en opportunité. La possibilité d’acquérir une deuxième (ou troisième) éducation, d’obtenir de nouveaux diplômes universitaires, d’élargir le bassin d’emploi, d’ouvrir d’énormes nouveaux marchés pour nos entreprises, etc sont des avantages que d’autres citoyens européens non frontaliers ne peuvent pas connaître.
Finalement Bayonne, Bilbao ou Vitoria-Gasteiz appartiennent tous au même Pays Basque. Il n’y a rien de tel que de s’exprimer en une langue autre que l’espagnol ou le français pour s’en rendre compte. Les trois villes se situent en Euskadi, Euskal-Herria, Basque Country ou Baskeland. Mais si nous exigeons de l’Union Européenne le respect de la diversité en son sein, nous devons commencer par le faire nous-mêmes dans notre propre pays en assumant que nos territoires se situent dans deux Etats différents. Si notre langue et notre culture sont pratiquement les mêmes, notre histoire ne l’a pas été ainsi.

Quelles ont été vos relations avec les responsables des institutions françaises ?

Nous ne pouvons pas oublier que durant des dizaines d’années, nous nous sommes pratiquement ignorés. Les différentes dictatures connues par l’Espagne et tout particulièrement celle de Franco, ont cadenassé la frontière. Le concept très restrictif de l’Etat Nation de la part de Madrid et de Paris n’ont pas facilité non plus nos rapports. Finalement le terrorisme d’ETA a constitué le plus grand obstacle au

développement de nos relations transfrontalières. La violence d'ETA opposée à la volonté de l'immense majorité des abertzale basques que nous sommes a causé et continue à causer le plus grand tort à l’abertzalisme qui ne peut être que démocratique et pacifique. Les adversaires d’une plus grande coopération transfrontalière ont trouvé dans ce terrorisme une aubaine pour éviter toute relation entre Iparralde et Hegoalde.
Néanmoins, après bien des années d’efforts et de persistance, presque d’obstination, les représentants des institutions de part et d’autre de la frontière avons appris à nous connaître tels que nous sommes et non tels que d’autres nous peignaient. Finalement, la patience et la sincérité ont eu le dessus et nous avons réussi, entre tous, à créer un véritable climat de confiance et de loyauté. A partir de là tout a été possible.
De plus, nous avons souhaité que notre coopération soit efficace. Ce binôme de volonté politique et de recherche d’efficacité, basé sur la confiance et la loyauté, nous a conduit directement à la création de la Conférence Euro-régionale.
Nous avons là un instrument formidable qui ouvre des perspectives de coopération sans limites, si ce n’est de respect mutuel. C’est à nous de l’utiliser avec intelligence et volonté, en étendant cette coopération à tous les domaines de la vie quotidienne de nos territoires.

Quels sont vos espoirs pour le Pays basque nord, le Pays basque sud et le Pays basque, en général ?

Le bien-être de tous nos citoyens, de tous les Basques, sans oublier que nous sommes tous citoyens européens et que nous avons besoin plus que jamais de l’Union Européenne. Mais ce bien-être ne doit pas se limiter à une croissance économique, ni même à la disparition totale du chômage, même si cela est évidemment nécessaire. Le véritable succès d’une société, du peuple basque, exige un développement durable basé sur les valeurs humanistes, sur la solidarité aussi bien avec nos proches qu’avec ceux qui souffrent dans d’autres continents. Dans ce sens, la priorité réside dans la disparition définitive d’ETA, répondant à l’exigence de la volonté de l’immense majorité des Basques, exprimée démocratiquement et de manière répétée, année après année.
Voilà ce dont je rêve pour mon pays, une paix basée sur la justice, la réconciliation et le respect de notre propre diversité ; une entente et une coopération avec tous ceux qui nous entourent, basée sur la loyauté mutuelle ; un développement dont le principal objectif sera la disparition de certaines différences inadmissibles ; une société solidaire avec ceux d’entre nous qui souffrent ; une Euskadi qui respecte mais qui est respectée, contrairement à ce que nous connaissons trop souvent.
Vous me direz que tout cela n’est que de l’utopie ; ce qui est bien plus utopique c’est de chercher notre véritable bonheur en misant sur d’autres valeurs. Alors n’hésitons pas et travaillons avec enthousiasme vers ce monde, car nous pouvons l’atteindre.

Dépolitisons la langue basque

Il y a deux semaines, le quotidien Libération titrait : Les Basques tirent leur langue !
Une nouvelle fois, Libération fait dans la caricature des Basques et de leur langue !
François Musseau nous a habitués à étaler ses sarcasmes et ses reportages partiaux sur le Pays basque. Cette fois-ci, il commence par mentionner l'article grotesque et pré-scientifique du Wall Street Journal contre la langue basque, à collectionner les poncifs sur la difficulté présumée du basque (en fait, pas plus dur que le japonais, le hongrois ou le turc, langues dont il ne parlerait sûrement pas de la même façon !). Musseau aime citer l'équivalent espagnol des Poujadistes, comme Oyarzabal ou l'inénarrable Isabel Celaa, pourtant professeur d'anglais, qui enfile depuis des années bêtises sur âneries à propos de l'euskara : un seul exemple dans cette interview, "si la langue relève de l'intime" comme elle l'indique dans cet article, pourquoi enseigner le français, le castillan ou même l'anglais à l'école ?!

La récupération linguistique, comme son nom l'indique, signifie que l'on part de peu et de bas. Sans écoles, le français et le castillan seraient dans la même situation que le basque. Le basque a emprunté, mais simplement un siècle plus tard, la route qu'avaient choisie ces langues d'Etat. Exactement la même démarche pour toutes ces langues. C'est une question de timing, pas de nature ou de qualité des langues !

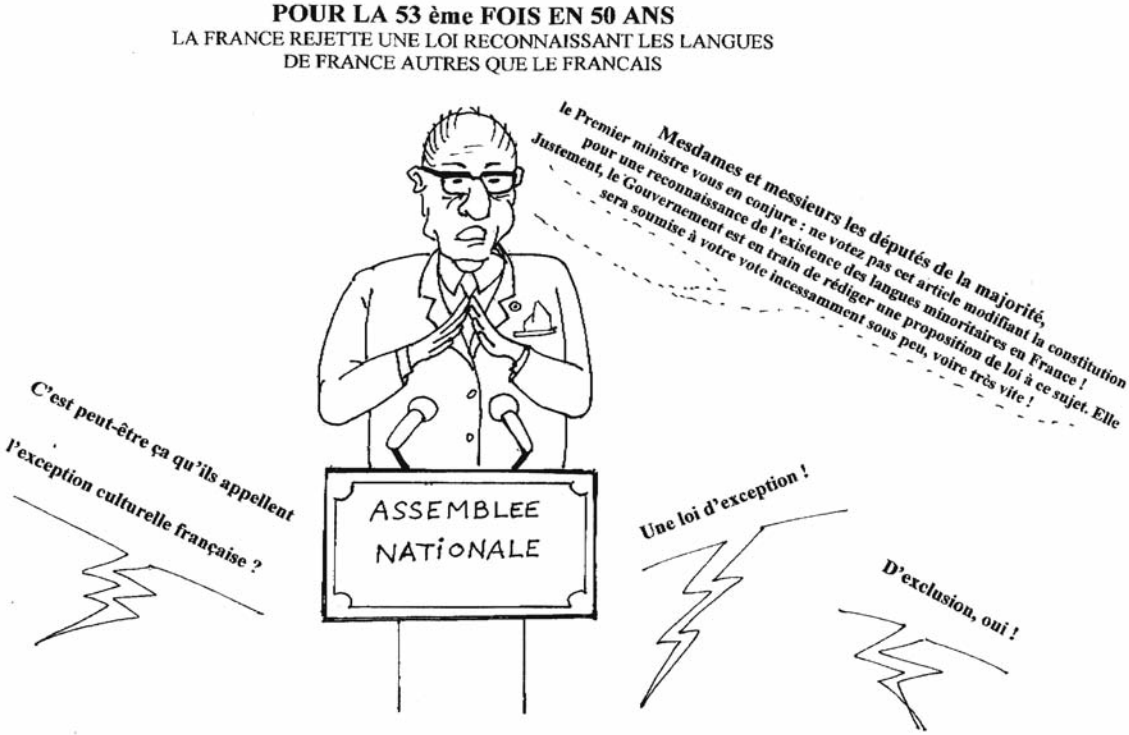
En réalité, la même volonté de développer un enseignement de qualité des langues officielles anime le gouvernement basque ou le gouvernement espagnol. La seule vraie différence, c'est que le gouvernement basque a deux langues officielles à protéger, quand le gouvernement espagnol n'en a qu'une seule.

Comme on le voit la langue provoque réactions instinctives et viscérales qu'il faut mettre à plat pour faire partager les langues au plus grand nombre. On a longtemps reproché aux ikastola d'être la succursale d'ETA. Outre une histoire qui montre l'inverse, la meilleure façon qu'auraient les plus méfiants vis-à-vis de la langue basque serait de l'officialiser et de permettre une offre généralisée de cet enseignement par immersion. Ainsi on verrait comme c'est déjà le cas des parents d'élèves qui votent UMP, PS, abertzale ou même qui s'abstiennent ! Ce serait là le meilleur gage, la meilleure sécurité que pourraient recevoir les plus craintifs face à l'euskara !

C'est très certainement dans cet esprit d'ouverture que la nouvelle direction de Seaska oeuvrera. A n'en point douter, la fédération des ikastola cherchera les meilleures relations normalisées avec l'Office public de la Langue, le Conseil Général, et le Gouvernement basque. Nous sommes d'ailleurs à leur disposition pour faciliter les rencontres et établir des relations de confiance.

Enfin, pour expliquer son refus de faire adopter un amendement de la Constitution française, le premier Ministre a promis de faire ratifier la Charte des langues minoritaires au printemps. Nous verrons bien ce qu'il en est.

2008, année de l'euskara ? C'est aux euskalzale eux-mêmes de s'en donner les moyens en restant fidèles au respect de la neutralité sur ce sujet ! Une politique linguistique, c'est tout le contraire de la langue politisée. Dans un sens comme dans l'autre.



Iban et Elaia en tête

Les prénoms basques se sont faits une place dans le cœur des parents. C'est ce que confirment les statistiques 2007 de l'état civil de Bayonne. Si Inès est en tête (39 petites filles sur les 3 437 naissances ont été prénommées ainsi), le premier prénom basque n'est pas loin, Iban (33). Le second prénom basque le plus donné chez les garçons est Xan. Chez les filles, c'est Elaia qui est le prénom basque préféré suivi de Oihana. On retiendra que sur les 15 prénoms les plus fréquents, 4 sont basques. Pour mieux faire leur choix, les futurs parents pourront chercher le prénom tant convoité dans Izendegia- les prénoms basques de Xarles Bidegain (édition elkar). En plus d'un large choix, on y trouvera également l'origine et le sens des pérnoms.

L'aéroport dans l'air du temps

L'aéroport du BAB se porte bien, merci. Il a flirté l'an passé avec le million de passagers en voyant transiter par ses portes d'embarquements, 930 935 passagers. Soit une hausse de 7,5%. Certes, ce phénomène n'est pas propre à l'aéroport du Pays basque (+ 6% en moyenne dans toute l'Europe) mais il confirme sa bonne santé. Certains destinations boostent les chiffres. C'est le cas de destinations internationales comme l'Irlande (+30%) ou la Suisse (+52%) mais aussi françaises comme Lyon (+12.5%). A contrario, certaines destinations connaissent des baisses de fréquentation. C'est le cas par exemple de Paris Orly (-2%).
Du côté des compagnies, l'ancien monopole d'Air France céde encore du terrain face aux compagnies low cost. Air France passe ainsi de 62% de part de marché à 57% et Regional de 15 à 14%.

Irouleguy xapeldun !

Le vignoble d'Irouleguy, installé sur les pentes des pays de Garazi et de Baigorri, s'est une nouvelle fois distingué. Cette fois ci, c'est Kontseilua, qui fédère des associations qui promeuvent le basque, qui a décerné une médaille à l'appellation vinicole. Ce n'est pas sur la qualité des nectars que s'est penché Kontseilua mais sur les étiquettes des bouteilles ! La langue basque est-elle présente sur les bouteilles de vin produites en Pays basque ?
Des trois vignobles existants (Irouleguy, Rioja et Navarra), c'est celui de Basse Navarre et plus précisément son domaine de Mignaberry qui obtient la meilleure note. Son seul point faible : le site web de la cave d'Irouleguy n'existe pas encore en euskara. Mais il semblerait que ce ne soit qu'une question de mois avant que l'on puisse surfer sur Euskal herriko mahastizainak.

Les verts franchissent la Nive

C'est officiel : Martine Bisauta et Bernard Causse ont rejoint la liste de Jean Grenet. Elus sur la liste d'union de la gauche en 2001, ils ont décidé de rejoindre l'équipe de la majorité. Ceux qui connaissent ces deux élus verts, savent bien que ce n'est pas pour un quelconque maroquin mais dans une souci de plus grande efficacité. « *L'enjeu c'est bien de mener une politique verte dans l'agglomération et le Pays basque* » résumait Martine Bisauta lors de la conférence de presse que les deux élus ont donné. Et pour ce faire, mieux vaut appartenir à la majorité qu'à l'opposition.
Si beaucoup se félicitent de l'apport de ce sang neuf dans l'équipe majoritaire, des voix discordantes se sont faites entendre. A commencer par celles des anciens alliés socialistes qui voient ainsi rétrécir leur espace électoral déjà rabougri à cause des incessantes querelles entre sociaux démocrates, socialistes de gauche et sociaux socialistes.
Leurs amis des Verts du pays basque sont restés mesurés malgré la réaction sans appel des Verts d'Aquitaine qui estiment, eux, que les 2 élus « *n'ont plus de légitimité à se réclamer des Verts* ». Le verdict sera donné en mars prochain par les électeurs…

Cantonales : le PS à la peine

11 sièges de conseillers généraux du Pays basque seront à pourvoir en mars prochain. Et curieusement, ce n'est pas celui d'Hiriburu où le sortant Jean Pierre Destrade ne se représente pas qui est le plus convoité. Il est vrai que la candidature consensuelle d'Alain Iriart freine les ambitions. Sur les 10 autres cantons, les regards seront tournés plus particulièrement vers celui d'Hendaia où Kotte Ecenarro (PS) pourrait créer la surprise face au sortant Daniel Poulou (UMP). Candidat connu, le maire d'Hendaia pourrait tirer son épingle du jeu après une première tentative loupée de peu en 2001. Ce cas là est un peu l'arbre qui cache la forêt au sein du PS. Le parti à la rose pourtant auréolé d'un très bon résultat aux élections présidentielles peine à trouver des candidats connus et des candidats tout court en Pays basque. Au point qu'il soutienne un communiste à Uztaritze ou un radical de gauche à Ezpeleta. Du côté du PS, on objectera que ceci s'explique par la nécessité de l'union de la gauche et qu'ailleurs la relève est en marche. Mais élection après élection, le PS n'arrive pas à prouver qu'il pourrait être un jour une alternative crédible à la majorité sortante. Du coup, sauf grosse surprise dans les cantons béarnais, la majorité de Jean Jacques Lasserre peut d'ores et déjà dormir sur ses deux oreilles.

Courte nuit pour les langues régionales

Le 16 janvier ne sera pas une date importante dans la reconnaissance des langues régionales en France. Ainsi en ont décidé une nouvelle fois les députés qui ont repoussé deux amendements favorables à leur reconnaissance. Des amendements présentés par les députés bretons, Marc Le Fur (UMP) et Marylise Lebranchu (PS) qui sont des habitués de ce combat.
Malgré un fort soutien (une soixantaine de députés) les 2 amendements ont été repoussés… aux calendes grecques ? Non, a assuré le premier ministre qui affirme que le sujet sera évoqué à un autre moment. C'est notamment son intervention qui a empêché les textes de passer. Jugeant que mélanger la question des langues régionales à la modification de la constitution pour une question européenne (l'adoption du traité simplifié) pourrait créer des problèmes, François Fillon a demandé à ses députés de rejeter les amendements. Et c'est ce qu'ont fait certains élus comme Daniel Poulou (député de la VI ème circonscription) qui s'était pourtant au départ montré favorable aux modifications [Jean Lassalle député de la IVème circonscription a défendu les amendements, Jean Grenet (V ème) était absent].
On retiendra deux éléments positifs de cette soirée : le cercle des élus favorables aux langues régionales semble s'élargir et il est présent dans tous les partis politiques…

LEMA
LA VRAIE FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Resp. de publication : Philippe DULUC

Imprimerie Arizmendi
Design graphique / mise en page : Izar Design

Rédaction :
Fernando ALMANDOZ, coordination / antolaketa
Aitor ARANDIA, zoom / behakoa
Jean BARENETCHE, échos du sud / handik
Dominique BIADOS, économie / ekonomia
Ramuntxo CAMBLONG, coordination / antolaketa
Gilles CHOURY, échos du nord / hemendik
Philippe DULUC, édito / sar hitza
Gorka, dessin, killika, xorrotx
Christophe IRASSART, Europe / Europa
Jean-Pierre ITHURBIDE, cap au sud / anaien berri
Jean-Marie IZQUIERDO, international / nazioartea
Jean-Claude LARRONDE, notre histoire / gure historia
Argitxu NOBLIA, société / gizartea
Beñat OTEIZA, vie de l'Alderdi / alderdiaren bizia
Manuel VAQUERO, dossier / azterketa

N° CPPAP 0608 P 11238

Consultez notre blog :
http://lema.over-blog.net

Amatiñoren begia

Amatiño, Euskal Telebistako zuzendari ohia eta berriketaria da. Iparraldezale horren kronika batzu eskaintzen dizkizugu.

Pilotoa nagusi (Deia)

Hegazkina airean dela aginte osoa pilotoarena da. Berari baino ez dagokio erabateko agintemakila. Telebistan ere beste horrenbeste behar du izan, programa airean dela aginte guztia errealizatzailearena da". Hauxe, orain 25 urte Alemaniako Oihan Beltzean izandako telebista-ikastaroan, behin eta berriz jartzen ziguten adibidea, eta ikastaro hartaz gogoratu naiz Iberiako pilotoak aurreko asteartean Loiun egindako maniobraren berri jakiterakoan.

Adorea behar da gero, lurrartu aurreko azken segunduan, 60 tonako Airbusaren goiari eutsi eta bat-bateko haize zurrunbilotik ihes egiteko. Baina, jakina, pilotoak ondotxo zekien berak besterik ezin zuela erabaki. Une hartantxe ez zegokiola Iberiaren Administrazio Kontseiluari iritzia eskatzerik, ez zuzendari nagusiari galdetzerik, ez Loiuko kontrol-torreari jaramon egiterik, ez sindikatuak zer esango zain egoterik.

Ez da huskeria. Izugarri garran-tzitsua da une oro jakitea nori dagokion erabakitzea. Edozein gizartek, ganoraz funtzionatuko badu, argi eta garbi jakin behar du noiz eta zertaz nork erabaki behar duen. Hain zuzen ere, zenbaitek besterik uste arren, demokrazia ez da guztia denon artean erabakitzea proposatzen duen sistema, nork zer erabaki behar duen aldez aurretik denon artean adosten duena baino.

Gai batzuk denon artean erabaki beharra dago, beste hainbat gauza denon artean hautatutako ordezkarien artean eta beste zenbait, berriz, denon artean hautatutako ordezkariek euren artean aukera-tzen dituzten arduradunen artean besterik ez.

Eta hau ez da honela bart gauean -auskalo nori komeni izan zaiolako- asmatutako jardunbidea, edozenbat mendetako zibilizazioaren ondorena baino. Aldagarri dela? Jakina, baina denon artean.

Txinan egina (Euskadi Irratia)

Aurreko Gabonetan, haurrentzako oparirik bilatuenetako bat Pirritx eta Porrotxen kopinak izan dira, "Euskal Herrian diseinatua eta Txinan egina", etiketak dioen bezala. Bapo, denok pozik eta harro: ze modernoak gure pailazoak, ze modernoa euskal mundua, ze modernoak gu geu.

Ahaztu egin zaigu, ordea, orain hogei urte inguru Txinara joaten hasi ziren gure lehen enpresek zein kritika latzak jaso zituzten 'intelligentsia' sasi-ofizialaren aldetik: produktu merke bila joan omen ziren, hemengo langileen kaltetan, euskal industriaren etorkizunaz arduratu barik, pesetero hutsak baino ez...

Bai, Txinako atea irekitzen ahelegindu ziren lehenengoek mortalak eta bi entzun behar izan zituzten. Orain, ostera, badirudi Txina dela saltsa guztien perrexila, munduaren zilbor-zila, eta Txina gogoan hartzen ez duena gaberdiko mozoloa baino mozoloagoa dela.

Orain, hogeitaka urte geroago, aztertu beharko genuke zein enpresa diren aurrera egin dutenak: Txinaren susperraldiaz denboraz jabetu eta euskal diseinuari eta ikerketari ekin zietenak ala esku-lan handiko eta balio erantsi gutxiko produktuak egiten jarraitu zutenak?

Batek daki zergatik... orain hogeitaka urte Txinara joaten hasi zirenak traidoreak eta esplotatzaileak ziren, eta orain doazenak, berriz, "modelnoak" eta herri-eraikitzaileak. Bai, tira, hobe gehiegi ez galdetzea. Xabier Leteren haurkantak dioenez:

Handitzen zarenean, ikusiko duzu
Isilik egoteak zenbat balio dun...
Trarala laralara, larala larara.
Trarala laralara, larala larala...

ETA ez da digitala (Deia)

Atzerapenik ez bada, 2010ko apirilaren 3an izango da, Espainian, "itzaltze analogikoa". Fran-tziak ez omen du oraindik erabaki. Ez da teknikoei bakarrik ardura zaien arazoa. Egun horretan, orain arteko telebista eta irrati analogikoak amatatu egingo dira eta, aurrerantzean, emisio guztiak sistema digitalez izango. Horretara, hurrengo urte bietan telebista eta irrati digitalez jabetzen ez denak ez du ezer ikusterik edo entzuterik izango.

Zein ote analogikoa eta digitalaren arteko aldea? Ez naiz teknika-kontuetan sartuko baina bai ostera esango, seinale digitala analogikoa baino seguruago, zehatzago, neurterrazago, fidagarriago eta programagarriagoa dela. Nolabait esateko, digitala demokratikoa da eta analogikoa, berriz, demokraziaurrekoa. Edo, beste modu batez esanda, alderdi politikoen sistema digitala da eta ETAren diskurtso guztia, analogikoa.

Alderdien seinaleak ezberdinak dira, edozenbat programazio eskaintzen dute eta ez dute beti asmatuko, baina euren joko politikoa datu zehatzetan oinarritzen da eta alderdi bakoitzak duen herri-atxikimendua edo euren programek herritarrengandik jasotzen duten onespena zenbakitan neurtzen dira.

"Herria gurekin", "Nafarroa Euskadi da", "Iparraldea ere independentziaren alde", "Herri armatua inoiz ez zanpatua", "zuek faxistak zarete terroristak", "jo-ta-ke irabazi arte" eta horrelakoak itzaltzear dauden seinale analogikoak dira. Orro horiek Nafarroan, Iparraldean eta Autonomi Erkidegoan dituzten babes eta botu-onespen zehatzak, berriz, digitalak dira.

Zer amatatuko ote da lehenago, irrati-
telebista analogikoa ala MLNV
abertzale-sozialista analogikoa?
Bi urte baino ez dira falta jakiteko.

Belgique : sursis ou sursaut ?

Il y a des histoires belges qui ne font pas rire... Au coeur de l'Europe, un Etat affronte sans violence, mais non sans tensions, une crise nationale. Les dissensions qui opposent et aujourd'hui déchirent la Belgique ne sont pas nouvelles. Depuis quelques décennies en effet, la Belgique adapte ses institutions au rythme des tensions nationales qui la traverse. Tantôt comme une réponse intelligente et collective, tantôt comme une fuite en avant.

Grave crise de confiance

La récente – et longue – crise que vient de traverser la Belgique illustre la fragilité des apparences. Pour les Français, les derniers mois ont démontré la gravité de la crise de confiance et d'unité que vit le petit voisin du

Nelly Maes, leader nationaliste progressiste

nord. Les télévisions ont fait mine de découvrir une réalité qui ne date pourtant pas d'aujourd'hui. Peu de commentateurs ont d'ailleurs pris la peine d'expliquer en quoi l'éclatement des partis politiques entre communautés linguistiques pouvait mener à une profonde crise gouvernementale.

Des minorités méprisées

La Belgique souffre d'un étonnant retournement de tendance : pendant des décennies, depuis 1830, la Belgique était dominée, démographiquement, économiquement, culturellement et politiquement par la communauté wallone, c'est à dire par l'élite francophone.

On oublie de rappeler aujourd'hui à quel point la population flamande, c'est à dire néerlandophone, mais aussi les petites communautés germanophones, ont été tenues à l'écart du pouvoir, voire méprisées.

Des nationalistes flamands progressistes

Mais la roue a tourné : la puissante industrie wallone est morte, comme est morte la sidérurgie lorraine. La puissance économique et financière est désormais dans la partie flamande de la Belgique, autour du port d'Anvers notamment. Il en va de même pour la dynamique démographique. La question linguistique est un révélateur des tensions et des nouveaux (dés)équilibres. Elle ne résume pas à elle seule la crise belge.

Il serait hasardeux de poser l'équation belge uniquement en terme d'indépendance de la Flandres. Ne serait-ce que parce que la Belgique pourrait difficilement se limiter à la Wallonie. Nous savons trop bien en Pays Basque que les tensions communautaires ou linguistiques sont vite simplifiées par le discours politique et peuvent facilement dégénérer. L'attitude de certains partis nationalistes flamands rappellent l'intransigeance de la gauche abertzale. Haro sur la Belgique. Tout sauf l'union. Il n'est pourtant pas certain que toute la population flamande approuve ce jusqu'au-boutisme.

Bruxelles, la Jérusalem flamande?

Nelly MAES, députée européen, et leader du SPIRIT, parti flamand de centre gauche regrettait récemment que la crise gouvernementale ait attisé les tensions au lieu de pousser à l'aprofondissement du fédéralisme belge. Son parti propose avec intelligence de faire avancer la Belgique vers une forme confédérale, afin que chaque communauté puisse assumer au mieux son destin sans pour autant affaiblir l'une et l'autre région. Cette proposition tient compte également du statut de Bruxelles, capitale du Royaume et de l'Europe, mais aussi commune largement francophone en terre flamande. Bruxelles ne doit pas devenir la Jerusalem des Flamands. Ce serait une pomme de discorde insoluble au coeur de l'Union Européenne.

Une crise complexe

Il faut donc faire preuve de retenue et de respect envers tous les Belges, Wallons, Flamands ou minorités germanophones, sans donner raison trop vite à ceux, dans les deux camps, qui attisent les incompréhensions. Nous sommes spectateurs d'une crise complexe et il ne faut certainement pas trancher trop rapidement en faveur des Flamands,

Le probléme belge fait la Une

sous prétexte que les Wallons parlent français, ou en faveur des Wallons, sous prétexte que les séparatistes flamands sont trop marqués à droite.

La leçon de dignité des Belges

La solution doit être trouvée, pacifiquement et démocratiquement, par les Belges eux-mêmes. Je fais le pari qu'ils sauront nous donner une leçon de dignité et d'intelligence politique.

La bureaucratie n'est pas là où on pense...

On a beaucoup glosé (et on continue à le faire d'ailleurs…) sur le déficit démocratique de l'Union européenne qui reste éloigné des citoyens et qui est incarné par les fameux « technocrates » de Bruxelles. Cette approche un peu rapide mérite d'être relativisée au vu d'un certain nombre de données objectives qu'il convient de rappeler.

Les débats sur l'Europe tournent souvent autour des mêmes thèmes et les eurosceptiques ont coutume d'agiter régulièrement l'épouvantail des méfaits de la bureaucratie européenne : est particulièrement visée la Commission européenne présentée comme une machine administrative à édicter des normes, des règlements, des directives…une machine à fabriquer des contraintes, des règles, des procédures….

Jose Manuel Barroso, président de la commision Européenne

Même si l'originalité de la construction européenne rend difficile toute comparaison avec les systèmes nationaux, un certain nombre de réalités et d'ordres de grandeur méritent d'être rappelés.

Bruxelles, la cause de tous les maux ?

D'abord, pour une population de plus de 500 millions d'habitants, l'Union européenne dispose d'un budget annuel d'environ 120 milliards d'euros. Ces chiffres peuvent paraître impressionnants…mais que pèsent-ils quand on les compare au budget annuel des Etats-Unis qui dépasse les 2 000 milliards d'euros (soit près de 20 fois plus) pour un peu plus de 300 millions d'habitants ?

Les institutions communautaires disposent d'environ 30 000 fonctionnaires (toujours sur la base d'une population de 500 millions d'habitants) ; ce chiffre peut être comparé à ceux de :
-la Ville de Paris, qui compte plus de 47 000 fonctionnaires pour une population de 2 millions d'habitants et un budget annuel de près de 7 milliards d'euros ;
-la fonction publique française qui, quant à elle, comprend plus de 5 millions de fonctionnaires pour une population de 63 millions d'habitants et un budget annuel d'environ 335 milliards d'euros.
…autant d'éléments de comparaison qui permettent de nuancer l'idée parfois répandue d'une bureaucratie européenne pléthorique.

Par ailleurs, une autre donnée doit être rappelée et elle contribue à casser le mythe d'une Europe qui coûte trop cher : le budget communautaire ne représente qu'un peu plus de 1 % du PIB européen tandis que les Etats-membres dépensent une part beaucoup plus substantielle de leur richesse nationale…à l'exemple de la France dont la dépense publique absorbe 54 % de sa richesse nationale !

Des institutions au service d'un intérêt général européen

Contrairement à ce que disent certains, l'Union européenne n'est pas un « super-Etat ». Elle n'agit et ne décide que par délégation, dans des domaines strictement limités par les Traités et acceptés par les Etats-membres.

Il faut aussi préciser que la Commission européenne n'est pas à proprement parler un gouvernement européen : elle propose et exécute mais elle ne décide pas. La décision revient au Conseil (composé des représentants des gouvernements) et au Parlement européen (dont les députés sont élus au suffrage universel). En outre, il est faux de dire que la Commission est composée de technocrates : la plupart des commissaires ont occupé des fonctions politiques nationales, parlementaires ou gouvernementales avant d'être nommés (à l'exemple des français Edith Cresson, Michel Barnier ou Jacques Barrot) et les derniers présidents de la Commission ont même dirigé leur pays (Romano Prodi en Italie et Jose Manuel Barroso au Portugal).

Une action européenne encadrée

Plus globalement, il faut rappeler que le rôle de l'Union européenne est très strictement encadré (politiquement par le Parlement européen et les parlements nationaux, juridiquement par la Cour de Justice) et l'action de son administration rigoureusement contrôlée (avec notamment l'existence d'un Office européen de lutte anti-fraude qui consiste à protéger les intérêts financiers du contribuable européen et exerce un contrôle y compris au sein des institutions européennes).

Enfin, à l'instar des processus de réformes engagés dans plusieurs Etats-membres pour moderniser l'administration et simplifier la réglementation, les institutions européennes suivent elles aussi cette voie avec notamment le lancement de l'initiative « mieux légiférer » destinée à simplifier la réglementation européenne et la rendre plus transparente. Et récemment, a été mis en place un groupe de travail présidé par Edmund Stoiber (ancien Président de la Bavière), chargé par la Commission d'alléger la bureaucratie européenne.

Finalement, par faiblesse ou facilité, il est pratique de dénoncer la bureaucratie européenne qui rend les institutions européennes éloignées des réalités du terrain et peu soucieuses des préoccupations concrètes des citoyens. Mais le déficit démocratique si souvent dénoncé et les dérives technocratiques qui y sont associées sont peut-être davantage à chercher au niveau national qu'au niveau européen.

Histoire de la Basse Navarre

L'origine de la Basse Navarre remonte au début du XIIIème siècle, après que les différents pays la composant aient été réunis dans la juridiction du Châtelain de Saint Jean Pied de Port. Intégrée dans le royaume de Navarre, elle suivit le destin de ce royaume pendant trois siècles.

Séparation des deux Navarre

Le 21 juillet 1512, Ferdinand d'Aragon, époux d'Isabelle de Castille, envahit la Navarre et, en 1515, il l' incorpora au royaume de Castille.

Les Souverains de Navarre, Jean d'Albret et Catherine de Navarre se réfugièrent dans la merindad de Ultra Puertos, actuelle Basse Navarre, d'où ils s'efforcèrent de reconquérir leur royaume perdu, mais en vain. Finalement Charles Quint se décida à abandonner ses terres de Ultra Puertos. En 1530, la séparation des deux Navarres était un fait accompli.

De l'ancien royaume de ses ancêtres qui fut si puissant lors du règne de Sanche III le Grand, Henri II d'Albret ne conservait que les terres du nord des Pyrénées, la Basse Navarre. Il n'en demeurait pas moins roi de Navarre et il organisa son petit royaume, à l'image de l'ancien. Dès 1523, il avait institué des États Généraux de Navarre, semblable aux Cortes de Pampelune, et, l'année suivante, une Cour suprême de justice, la Chancellerie de Navarre.

Labastide Clairence : bastide Navarraise

Sa fille, Jeanne, mariée à un prince français, Antoine de Bourbon, tenta d'introduire le protestantisme en Basse Navarre comme dans ses autres possessions. Mais, les Bas Navarrais, dans leur immense majorité, demeurèrent fidèles à la foi de leurs ancêtres. Son fils, Henri III de Navarre, se montra tolérant et inaugura dans son royaume la politique de conciliation qui aboutit, devenu roi de France, à l'Édit de Nantes.

Henri III de Navarre devient Henri IV roi de France

Après l'assassinat du roi de France Henri III, Henri de Navarre, descendant par son père d'un des fils de Saint Louis, était le descendant le plus proche par les mâles du roi défunt et donc son héritier légitime. Dès lors, le royaume de France et le royaume de Navarre, réduit à la Basse Navarre, eurent le même Souverain, Henri IV, « roi de France et de Navarre ».

Son fils, Louis XIII, entreprit de réaliser l'union à la Couronne de France des deux Souverainetés, la Basse Navarre et le Béarn qui avaient été exclus par Henri IV, en 1607, de l'apport à la Couronne de France de son patrimoine personnel, comme étant des Souverainetés qui ne relevaient pas d'elle. Pour vaincre l'opposition du Conseil Souverain de Béarn, il vint à Pau avec ses troupes, y faire enregistrer en lit de justice, le 20 octobre 1620, l'édit incorporant au domaine de la Couronne de France le royaume de Navarre et la Souveraineté de Béarn, et unissant les deux Cours suprêmes de justice, la Chancellerie de Navarre et le Conseil souverain de Pau.

Le Parlement de Navarre à Pau

En dépit des véhémentes protestations des États de Navarre, l'union fut réalisée. Toutefois le roi accepta de surseoir à la réunion des deux cours de justice. Mais un Édit de juin 1624 prononça l'union de la Chancellerie de Navarre et du Conseil Souverain de Pau en un Parlement, le parlement de Navarre séant à Pau.

Les Navarrais paraissent avoir été plus touchés par la disparition de leur cour de justice que par leur intégration au royaume de France, d'autant plus que Louis XIII avait promis, dans l'Édit d'Union de 1620, le maintien de leurs « Fors, Franchises, Libertés… ».

Ils conservèrent donc leur organisation ancestrale, leur propre droit et leurs institutions.

Les États généraux de Navarre, composés des députés des trois Ordres, Clergé, Noblesse, Tiers état, n'étaient guère représentatifs de la population locale, mais leur rôle était essentiellement les relations avec le roi et son gouvernement, notamment le vote du don gratuit et sa répartition dans le pays, ainsi que la rédaction du cahier des griefs remis au roi.

L'administration interne du pays appartenait aux 7 Cours générales des Pays et vallées et aux 5 villes qui composaient le royaume. Or, ces Cours générales conservaient leur organisation traditionnelle, caractéristique des institutions basques : elles ne connaissaient pas la division de la société en ordres et fonctionnaient selon un régime de démocratie

Donibane Garazi, capitale de la Basse-Navarre

directe à base familiale. Dans chaque pays, groupant plusieurs communautés, elles étaient composées des maîtres de maison ou de leurs délégués, un par paroisse, munis d'un mandat impératif ; la décision était prise par les maîtres de maison, à la majorité des voix, toutes les maisons étant égales, quelle que fût leur importance. Leur compétence était universelle, mais leur principale préoccupation était l'administration des terres communes appartenant à l'ensemble des habitants.

Les Bas-Navarrais ont ignoré la Révolution

La Révolution de 1789 vint et ce fut l'anéantissement des privilèges. L'union devint une réalité ; la Basse Navarre fut englobée dans la Nation française, une et indivisible. Ses habitants semblèrent l'ignorer. Ils conservèrent leur organisation ancestrale, devenue désormais illégale à tel point que le roi Louis Philippe dut reconnaître ce particularisme administratif. Dans la loi du 18 juillet 1837, il légalisa cette situation de fait, par l'institution des commissions syndicales, dont quatre en Basse Navarre, correspondant aux pays de Cize, de Mixe, d'Ostabarret et de Baïgorry.

Leur survie est un vestige de l'ancienne conception basque du droit de propriété, ignorant l'individualisme, qui explique tout le droit privé basque.

Quelle leçon tirer de la manifestation du 12 janvier ?

Fabienne Giovanini, rédactrice en chef de l'hebdomadaire corse Arritti et responsable du Parti de la Nation Corse, nous livre sa lecture des événements récents survenus au sein de l'Assemblée Territoriale de Corse.

Ils ont bravé le froid, la pluie, la neige et même la grêle pour venir manifester ce 12 janvier à Aiacciu à l'appel de 19 organisations. Ce qui a fait de cette manifestation un succès dans un premier temps. 2 à 3000 personnes dans un contexte perturbateur, où la préfecture n'a eu de cesse de tenter la démobilisation et de fragiliser la participation du plus grand nombre par ses appels à peine voilés à l'affrontement jusque dans la gestion même de la manifestation…

Les grands moyens*

Quadrillage policier du quartier de la préfecture, barrières anti-émeutes au bas de la cour Napoléon, cinq compagnies de CRS mobilisées, véhicules de riverains enlevés, résidents verbalisés, empêchés de rejoindre leur domicile sans produire une pièce d'identité et d'affronter le comportement suspicieux des forces de l'ordre… il y avait tout à craindre dans cette ambiance provocatrice… Et bien non, les manifestants ne sont pas tombés dans le piège. Ils avaient rejeté d'emblée l'idée de l'affrontement, et ont d'ailleurs tout fait pour éviter les heurts avec les forces de l'ordre. Tous les observateurs peuvent en témoigner. C'est ainsi qu'au lieu de suivre la marche prévue sur le Cours Napoléon, pour être bloqué devant les barrières anti-émeutes à quelques dizaines de mètres du départ, place de la gare, la manifestation a bifurqué sur la rue Fesh, surprenant passants et commerçants, etc ... déroutant quelques peu les forces de police qui, visiblement, n'avaient pas prévu cela. Arrivés place des Palmiers, les manifestants sont remontés vers la place du Diamant, narguant la seconde barrière anti-émeute, totalement médusée, du haut du cours Napoléon, pour s'engager sur le cours Grandval et se rendre devant l'Assemblée. Une action forte en symbole était alors improvisée : pénétrer paisiblement dans l'enceinte de l'assemblée, y prononcer un discours de protestation et lever l'occupation avant l'appel à dislocation.

"pas de casse"

Tous les responsables qui ont pris la parole ont alors lancé de nombreux appels à « pas de casse » et « respect des lieux »… et tout se passait bien, dans une ambiance bonne enfant, la plupart ne cachant pas leur satisfaction d'entrer pour la première fois dans ce haut lieu des luttes nationalistes. En fin d'après-midi, alors que la plupart des manifestants quittaient l'hémicycle, environ 200 d'entre eux décidaient d'interpeller les présidents de l'Exécutif et de l'assemblée, maintes fois sollicités sur les problèmes des prisonniers, qu'ils s'étaient engagés à plusieurs reprises à défendre, sans pour autant avoir eu la volonté de porter leur action à leur terme. Les manifestants voulaient un véritable engagement, notamment sur les questions du rapprochement des prisonniers et du fichage ADN. Vers 21h00, Camille de Rocca Serra leur annonçait par téléphone qu'il réunirait les élus en vue d'agir sur la Chancellerie. Rassemblés au rez-de-chaussée, les manifestants pouvaient lever le camp. C'est alors qu'un feu était déclaré au dernier étage, dans les bureaux de l'Exécutif, et entraînait l'évacuation. Heureusement, les pompiers maîtrisaient l'incendie, mais le coût des dégâts n'a rien à voir avec le symbole qui est atteint, fruit des luttes nationalistes.

Rester calme

Ces événements illustrent malheureusement bien l'incapacité du mouvement national à capitaliser ses actions. Provocation ou acte isolé, les dégradations à l'assemblée ont enlevé tout le bénéfice d'une manifestation marquée par l'esprit de responsabilité en évitant le tête à tête avec les forces de l'ordre. Elles donnent des armes à nos adversaires, camouflent leurs fautes, et finissent même par reléguer au second plan médiatique les revendications qui ont poussé à cette manifestation. Un comble !
N'est-ce pas toute l'histoire de ces dernières années, où l'actif, l'énergie déployée, les sacrifices consentis, la justesse même du combat, se trouvent sans cesse remis en cause ou entachés de dérives et d'inconséquences de la part de personnes sans respect pour l'ensemble de la lutte, puisqu'elles décident pour elle, sans elle ? L'ensemble des organisations nationalistes n'ont pas voulu d'une telle issue, et pourtant, celle-ci s'ajoute au passif, et il faut la gérer ! Quand donc le nationalisme dans toutes ses composantes saura-t-il se recentrer sur ses valeurs et ses objectifs, et organiser son efficacité ?

** sous-titre de la rédaction*

Machination politique contre Jean-Christophe Angelini

Les « Verts » et la fédération « Régions et peuples solidaires » apportent leur soutien fraternel le plus total à Jean-Christophe Angelini , Secrétaire général du Parti de la Nation Corse, mis en examen et écroué depuis hier soir.

Conseiller nationaliste à l'Assemblée de Corse et conseiller municipal de Porto Vecchio , Jean-Christophe Angelini , dirigeant nationaliste modéré et démocrate convaincu , est un homme de dialogue et un infatigable défenseur de la recherche d'une solution politique négociée pour la Corse. Il est actuellement victime d'une véritable machination politique totalement indigne et inacceptable dans un Etat dit « de droit ».

Les « Verts » et « Régions et peuples solidaires » s'interrogent fortement sur une troublante coïncidence : l'interpellation de Jean-Christophe Angelini intervient au lendemain de la présentation de sa candidature dans une dynamique gagnante à l'élection municipale de Porto Vecchio , citadelle de Camille de Rocca Serra , président de l'Assemblée de Corse et ami proche de Nicolas Sarkozy.

Les « Verts » et « Régions et Peuples solidaires » demandent la libération immédiate de Jean-Christophe Angelini , l'arrêt des poursuites engagées à son encontre et la mise en place d'une commission d'enquête pour déterminer les responsables de cette machination politique.

Gustave Alirol , président de « Régions et Peuples solidaires »
Cécile Duflot , secrétaire nationale des « Verts »

En faveur d'une « Collectivité

**A l'heure où la campagne de Batera bat son plein pour obtenir 46 000 signatures va
EAJ-PNB relance son projet de 2002 qui promeut la reconnaissance du Pays-bas**

L'adhésion massive à une institution réaliste, légale, le rejet progressif et continu de l'institution départementale, l'utopie à court terme du projet autonomiste dans le pays inventeur du centralisme jacobin font de notre proposition, selon nous, une alternative moderne. Voici le projet exposé en 2002 , lors de la relance du débat sur la décentralisation.

“ La mobilisation en faveur du département Pays basque fait preuve d'essoufflement, même si la revendication reste majoritaire parmi les élus locaux et dans l'opinion. Cette lassitude est entretenue sournoisement par l'indifférence de l'Etat sur la question institutionnelle dès lors qu'il s'agit du Pays basque nord.

Les arguments avancés régulièrement pour repousser ou refuser toute avancée en la matière sont connus :
Les risques de dérapage, compte tenu du contexte politique en Pays basque sud (l'interdiction de BATASUNA ne pourra qu'amplifier cette objection),
Le caractère obsolète et inadapté de l'institution départementale, à l'ère des régions et de l'intercommunalité.
Parallèlement, le Gouvernement RAFFARIN ouvre un Acte II de la Décentralisation, en jouant la carte de l'expérimentation. Les annonces faites en Corse par le Ministre de l'intérieur, N. SARKOZY, laissent même entrevoir la possibilité d'un ajustement de la carte administrative française…

Dans ce contexte, la Fédération Régions et Peuples Solidaires (R&PS) souhaite engager une démarche commune pour porter la voix et les propositions de nos territoires dans le débat institutionnel qui accompagnera les réformes constitutionnelles et législatives dès la fin 2002.

Le moment est venu pour EAJ-PNB de repréciser sa position et ses ambitions en matière institutionnelles pour Iparralde.
Cette actualisation peut s'appuyer sur :
la motion rendue publique en octobre 1996,
les propositions de réforme de l'Etat inscrites dans HEMENDIK.

Les revendications institutionnelles d'ordre général

Elles reposent essentiellement sur une réforme de la Constitution française de 1958 et sur plusieurs mesures d'ordre législatif ou réglementaire. Elles sont à la fois un préalable et une condition de réussite.

Modifier la Constitution pour permettre une vraie réforme en profondeur

Reconnaissance de l'existence de peuples et nationalités au sein du Peuple français
Reconnaissance de la décentralisation comme pilier et droit commun de la République
Généralisation de l'autonomie « réglementaire » aux Régions qui le souhaitent
Reconnaissance du droit à l'expérimentation en matière d'autonomie « législative »
Transformation du Sénat en chambre haute des collectivités et /ou des territoires, sur la base du suffrage universel direct
Transformation des Pays et Communautés d'agglomérations en collectivités à part entière
Reconnaissance des langues régionales et minoritaires de France

Engager une série de réformes législatives

Ajustements de la carte administrative, après consultations populaires locales (référendum)
Suppression immédiate des départements dans certaines régions (Corse, Ile de France...) et remplacement progressif par les pays et communautés d'agglomération
Transferts significatifs de compétences aux Régions
Réforme radicale de la fiscalité locale (possibilité pour les territoires autonomes de créer des impôts adaptés, spécialisation des impôts locaux)
Capacité élargie pour les territoires autonomes et l'ensemble des collectivités qui le souhaitent de créer des organes de coopérations transfrontaliers ou des Euro-régions
Interdiction de tout cumul de mandats électifs (dans le temps et en nombre)

Les revendications spécifiques du Pays basque

En cohérence avec les réformes constitutionnelles et législatives énoncées précédemment, EAJ-PNB revendique pour le Pays basque, les évolutions institutionnelles suivantes :

La « Collectivité territoriale du Pays basque »

La « Collectivité territoriale du Pays basque » prendra la forme d'une Région expérimentale, cumulant les fonctions et compétences d'un conseil régional et d'un conseil général, soit un Département/Région :

Représentée par une Assemblée territoriale unique, élue au scrutin proportionnel,
Dotée d'une autonomie financière,
Dotée d'une compétence particulière, au titre de l'expérimentation réglementaire, en matière de politique linguistique et de coopération transfrontalière.

territoriale du Pays Basque»

alidées, la question d'une institution pour le Pays-basque devient incontournable.
sque et de véritables compétences réalistes pour le bien-être de la population.

La « Collectivité territoriale du Pays basque » suppose :
la partition de l'actuel Département des Pyrénées Atlantiques, après consultation référendaire des populations concernées, la création immédiate d'une collectivité de plein droit à l'échelle du territoire de l'actuel « pays Pays basque », le cas échéant agrandi des communes qui en auraient fait le choix par consultation référendaire, la séparation de la nouvelle collectivité de la Région Aquitaine.
Le Conseil de développement est érigé en Conseil économique et social du Pays basque.

Des chambres consulaires spécifiques, dont une chambre d'agriculture, seront créées.

Le statut régional pour l'euskara et l'expérimentation en matière linguistique. Au préalable, la modification de l'article 2 de la Constitution nous paraît indispensable : co-officialité des langues régionales dans leur territoire historique respectif.
Pour ce qui concerne le Pays basque nord : co-officialité de l'euskara et du français, dans le respect de la culture occitane. Cela signifie de mettre en œuvre, dans le fil de la convention spécifique Pays basque :

En matière d'enseignement :
La généralisation de l'offre d'enseignement en basque en filière d'immersion et en filière bilingue.
Un conventionnement pérenne pour le développement de l'enseignement et l'alphabétisation des adultes.

En matière de promotion généralisée de l'euskara :

Panneaux de signalisation bilingues.
Politique linguistique dans les services publics (signalisation, document, personnel bilingue)
Incitation financière des acteurs privés pour développer l'euskara (signalisation, document, personnel bilingue)
Développement de médias bascophones et présence accrue de l'euskara dans les autres médias
Ces différentes mesures supposent qu'en application d'un Statut pour la langue basque, la « Collectivité territoriale du Pays basque » dispose d'une capacité d'initiative et d'expérimentation.

L'expérimentation en matière de coopération transfrontalière

Compte tenu de la situation géographique du Pays basque nord, au regard de la Communauté autonome d'Euskadi et de la Navarre, et à la frontière entre les Etats français et espagnol, la « Collectivité territoriale du Pays basque » doit pouvoir expérimenter des compétences nouvelles en matière de :

Coopération transfrontalière
Gestion directe des fonds structurels européens

L'expérimentation devrait porter en particulier sur la possibilité de créer un établissement public de coopération « transnational » à l'échelle de l'euro-région basque.

Un redécoupage adapté des circonscriptions électorales

Conformément au principe de proximité, les circonscriptions des élections locales et nationales doivent permettre l'expression des citoyens du Pays basque sur la base de leur territoire.

Elections législatives : suppression de la IVème circonscription (« basco-béarnaise ») et remplacement par une circonscription nouvelle après ajustement des actuelles Vème et VIème circonscriptions.

Elections régionales et départementales : révision des scrutins actuels pour tenir compte de l'assemblée territoriale unique, et suppression des cantons (en tant que circonscriptions électorales).

Elections sénatoriales : application du scrutin proportionnel pour les futurs renouvellements des sénateurs (en fonction de la loi organique qui sera adoptée dans le cadre des réformes nationales et de la décentralisation). "

Programme commun des candidats d'EAJ-PNB

Nos candidats défendront les valeurs qui animent EAJ-PNB dans les municipalités où ils siègeront : la reconnaissance de notre peuple et un projet d'avenir fondé sur nos forces vives, l'accueil et l'esprit de solidarité traditionnel pour toute personne quelque soit son origine.

La reconnaissance de notre peuple

Pour notre langue : l'euskara

1- L'intervention auprès du syndicat intercommunal pour que le cas échéant, la compétence linguistique soit transférée à la Collectivité territoriale du Pays basque

2- L'officialisation de l'euskara dans les mairies
3- La politique linguistique : usage de l'euskara dans les documents administratifs, dans tous les outils de communication et de promotion, formation du personnel municipal, promotion de la pratique et de l'enseignement de l'euskara auprès du jeune public, signalétique routière et des bâtiments publics.

Pour la reconnaissance de notre personnalité collective historique : la Collectivité territoriale du Pays basque

4- Prise de position des mairies en faveur d'une Collectivité territoriale du Pays basque.
5- Saisie du Conseil des élus et du biltzar des communes en faveur de cette institution.

Pour connaître nos frères du Pays basque sud et bénéficier de leur richesse : une politique transfrontalière

6- Soutien aux projets transfrontaliers dans les domaines du sport, de la culture, du loisir
7- Demande de création par la conférence euro-régionale d'une veille transfrontalière pour les mairies et les intercommunalités du Pays basque nord.
8- Position des mairies en faveur d'une euro-région Pays basque.
9- Participation à Udalbide, association des élus municipaux du Pays basque.

Pour vivre ensemble au quotidien

Les personnes liées

10- Création de Conseil des associations culturelles basques et non basques.
11- Développement des intercommunalités : politique du logement, du développement économique, culturel, social et environnemental à l'échelle intercommunale.
12- Sortir de l'isolement les personnes en situation de précarité.
13- Valorisation des compétences de chacun.
14- Equipements pour les personnes agées : maisons de retraite et maisons médicalisées implication des jeunes.

L'économie grâce à nos forces vives

15- Création d'une Agence de développement du Pays basque associant acteurs privés comme la CCI de Bayonne Pays basque et les acteurs publics, notamment, les communes et les intercommunalités :
- Réserve de foncier pour l'activité économique sur le plan intercommunal.
- Développement du tourisme culturel et patrimonial.
- Soutien à toutes les initiatives locales, projet des jeunes entrepreneurs, aide à la reprise d'activités.
- Soutien d'une Agence de développement du Pays basque, l'agence pour l'emploi transfrontalier (un eures transfrontalier).

Communaute autonome basque

Des échéances politiques

Le 9 mars :
Le mandat des députés nationaux au Parlement de Madrid arrive à son terme. Ce même jour, on saura qui de la droite (PP) ou de la gauche (Parti Socialiste) occupera le siège du futur président du gouvernement espagnol.
Fin juin :
A cette date, un rendez-vous politique de première importance est prévu dans la Communauté basque. Il est signalé en lettres majuscules sur le cahier de route du Président Ibarretxe. Il s'agit d'une démarche officielle et médiatisée auprès du chef du gouvernement espagnol afin de tenter de trouver un nouveau mode de relations entre l'exécutif basque et le pouvoir central. Il considère qu'une nouvelle page doit être écrite après celle de Gernika datant de la fin de la dictature franquiste. Suite à cette démarche, un débat devra se tenir au sein du Parlement de Vitoria-Gasteiz, débat considéré capital par le gouvernement basque actuel.
Le 25 octobre :
Première consultation historique de la population de la Communauté, suivie de deux années de dialogue et de négociation devant aboutir au deuxième referendum résolutif fixé au 2ème trimestre 2010.

Des échéances judiciaires

Le 22 janvier :
procès initié par l'association d'extrême-droite Manos Limpias « Mains propres » à l'encontre de l'ancien président du Parlement basque Juan Mari Atutxa et de ses deux vice-présidents Gorka Knörr et Conchita Bilbao.
Ils sont tous les trois condamnés pour n'avoir pas exclu du Parlement basque
les élus du groupe « Socialista Abertzaleak » proche de Batasuna. Malgré un dossier bien léger, puisqu'ils ne pouvaient légalement dissoudre ce groupe, ils ont été déclarés inéligibles pour 3 ans et surtout préfigurent une éventuelle condamnation d'Ibarretxe.
Une immense manifestation de soutien a eu lieu dans les rue de Bilbao le samedi 26 janvier.
Le 17 mars :
L'interdiction du parti BATASUNA, bras politique du mouvement ETA, date du 17 mars 2003. Elle fut prorogée une première fois en 2006, nous en arrivons donc au 5ème anniversaire. Qu'en adviendra-t-il ? Compte tenu des évènements, la situation restera sans aucun doute identique. Certes, diront quelques observateurs, le Tribunal Européen des Droits de l'Homme (TEDH) a été saisi par la direction de BATASUNA et la Cour de Strasbourg elle-même en a accusé réception, mais les démarches via l'Europe sont tellement lentes que l'attente d'une réponse pour la gauche radicale illégalisée risque d'être très très longue !

Au Pays basque sud : appels pressants au respect des droits humains

L'intrusion du politique au sein du pouvoir judiciaire, l'extension à l'Europe de la lutte contre les terroristes, la déshumanisation dans le monde carcéral, les jusqu'au boutisme de la lutte armée au Pays Basque conduisent le gouvernement de Gasteiz au rappel des règles essentielles de la démocratie. Celles-ci ont été précisées à plusieurs reprises par le Lehendakari lui-même, par son ministre de l'intérieur Joseba AZKARRAGA (EA) et son porte-parole Miren AZKARATE (EAJ-PNB).
Il en est certaines qui sont violées, hélas, même dans des pays démocratiques. Nous ne cesserons pas de les rappeler.

Respect de la liberté individuelle
Il concerne les aires de liberté des idées, celles de l'expression, de l'image, de l'affichage, les statuts d'associations et les lieux de réunion.

Respect de l'Homme
De son intégrité physique et mental. En particulier lors de contrôle, d'arrestation ou d'interrogatoire de la part des forces de police, éléments indispensables à la sécurité et à l'ordre dans la société.

Respect du droit à la vie
Nul n'a le droit d'attenter à la vie d'autrui. Ce droit est fondamental dans toute démocratie. Le dialogue et les urnes constituant les instruments du changement.

Respect des règles humanitaires au sein de la vie carcérale

Certains Etats ont inscrit dans leur législation le droit au rapprochement du prisonnier vers sa famille. C'est le bon sens.

Navarre

Lesaka sur Bidasoa

Deux membres armés de l'organisation ETA, d'une trentaine d'années, Igor PORTU et Martin SARASOLA ont été arrêtés le 6 janvier dernier par la garde civile à Arrasate – Mondragón (Gipuzkoa).
Tous les deux sont originaires de Lesaka, un des cinq villages qui constituent le Bortz-Herri de Navarre. Cela n'est pas tout à fait une surprise pour qui connait la situation géopolitique actuelle navarraise. Cette cité, modèle architectural en Pays Basque, est aussi connue pour sa vitalité culturelle. Elle est donnée en exemple entre autres pour le pourcentage élevé de sa population inscrite tant dans les associations musicales que pour la qualité de ses chorales.
Politiquement Lesaka a été administré au lendemain de la « transition » par un maire appartenant au parti EA de Garaikoetxea. Puis par la suite, par EAJ-PNB avec à sa tête Luis Etchegaray à la fois maire et parlementaire de Udalbiltza démocrate.
Tout au long de ces 30 années, les abertzale radicaux indépendantistes s'y sont montrés particulièrement actifs. Il aura fallu beaucoup de volonté et de courage à notre ami Etchegaray (EAJ-PNB) pour résister à la pression et aux attaques directes et quotidiennes auxquelles il fut soumis surtout dans les années 1999 et 2000.
L'arrestation de ces deux membres de la mouvance BATASUNA a suscité une très violente polémique au Pays Basque et à Madrid. Il semble que, contrairement à la version officielle, la capture d'Igor et de Martin ait été très rapide, par contre, lors du 1er interrogatoire sur place dans l'après-midi, les forces de police ont utilisé des méthodes brutales et illégales, obligeant le premier à séjourner à l'hôpital pour soigner ses multiples blessures avant d'être conduit à la prison de Saint Sébastien.
Les services du renseignement antiterroriste soupçonnent les deux détenus ainsi qu'un 3ème Lesakar en fuite d'être les auteurs du terrible attentat perpétré à l'aéroport de Madrid, qui mit fin aux pourparlers de paix entre Zapatero et ETA à la fin décembre 2006.

Conférence de presse de NaBai (Nafarroa bai) :

Les partis attachés à l'identité basque en Navarre (à l'exclusion de BATASUNA toujours sous la coupe d'ETA) sont regroupés au sein de cette coalition.

A la veille de nouvelles élections législatives, le 9 mars 2008, la députée Uxue Barkos a rendu compte de son mandat de député à Madrid. Elle s'est déclarée quelque peu déçue du bilan politique du président socialiste Zapatero dont l'action est apparue selon elle beaucoup trop timorée. Il est clair qu'en Navarre, son allié demeure le conservateur U.P.N. Miguel Sanz. Quant à l'avenir, elle aimerait poursuivre sa tâche à Madrid et souhaiterait un siège supplémentaire pour sa propre formation. La chose n'est pas possible.

Politique linguistique et transversalité

Pour ne pas interférer avec les élections présidentielles et législatives, les élections municipales auront lieu cette année, avec un an de retard, les 9 et 16 mars. Nous voici donc à nouveau en campagne et, si ce scrutin est couplé avec les cantonales, ces municipales revêtent pour nous un intérêt tout particulier. Elles sont, en effet pour nos élus abertzales l'occasion de se maintenir dans les conseils municipaux, comme à Anglet ou à Bayonne, ou bien d'accéder à ces fonctions comme à Saint Jean de Luz par exemple.
Durant toute la dernière mandature, la qualité du travail de nos représentants a contribué à crédibiliser nos revendications auprès du grand public. Si nos voix comptent, aujourd'hui, il nous faut malgré tout continuer à nous associer en France à des partis plus importants, et donc plus médiatisés, pour espérer nous maintenir aux affaires.
Les scrutins que nous représentons peuvent être décisifs en cas d'égalité. Les propositions d'alliance ne manquant pas, nous devons cependant rester vigilants afin que notre message ne se noie pas dans les programmes collectifs de campagne. Ces contrats d'alliance ne doivent pas être une simple façade. Au contraire, c'est un engagement réel que nous attendons de nos partenaires. En signant avec nous, ils deviennent corresponsables de l'application et des résultats des actions que nous préconisons.
Veillant au respect de ces engagements, nous pourrons ainsi construire une véritable politique linguistique pour la ville. Des secteurs tels que l'urbanisme, l'environnement, la culture, le sport doivent nous offrir un cadre de vie correspondant à notre identité. Les terrains de sports par exemple sont de merveilleux lieux d'échange et de pratique de nos langues.
Portée par tous les élus, cette politique de promotion de l'euskara et de l'occitan pourra de façon transversale toucher l'ensemble des activités municipales et concourir à leur survie.
Pour passer de la survie à un véritable développement, un grand chantier reste à mener : la généralisation de l'enseignement. L'école primaire doit être le premier vecteur de transmission de la langue et de l'identité. L'apprentissage d'une langue régionale ne doit pas être considérée comme un supplément de culture, mais au contraire comme l'acquisition d'un véritable outil quotidien. La puissance économique du Pays basque sud agit comme un aimant sur le marché de l'emploi en Espagne. La génération actuelle en âge d'accéder au marché du travail en Iparralde pourrait tirer un avantage important de la maîtrise de la langue basque, ici langue transfrontalière d'intercompréhension. Bénéficiant ainsi d'emplois à quelques kilomètres de chez eux, ces jeunes Basques pourraient avoir le choix de rester vivre et travailler dans le pays où ils sont nés. Les moyens de cette politique peuvent êtres trouvés mais pour ce faire, il faut une véritable volonté politique. Il nous appartient de l'initier.
Souhaitons que 2008 qui commence nous apportera, non seulement, la victoire dans nos campagnes mais également la prise de conscience et le soutien de nos partenaires de droite comme de gauche. L'avenir de l'euskara comme de l'occitan est l'affaire de tous.

Jean Luc Casteret,
candidat d'EAJ-PNB
aux élections municipales d'Anglet

Entrerons-nous dans une période d'espoir ou du prolongement du conflit en Pays basque ? Nous souhaitons faire de 2008, une grande année d'espérance. Quelques voeux pour bien débuter l'année.

Que Batera réunisse 46 000 signatures et que le préfet déclare « après avoir consulté le premier ministre et sous réserve de l'avis définitif du président, il a été décidé d'organiser au plus vite une consultation sur le département Pays basque. Il sera de notre rôle d'organiser selon toute vraisemblance un débat public. Les modalités de cette phase nécessaire à un vote éclairé ne sont pas encore connues. La démocratie devrait sortir renforcée de ce vote afin de trouver un nécessaire équilibre entre la modernité républicaine et la ferveur identitaire. Le résultat de cette consultation sera équivalent à celui d'un référendum et s'imposera donc au gouvernement ...

Selon les études menées par notre cabinet, il est fort probable que le non l'emporte à 40% en appliquant le coefficient de 1 pour 2 qui paraît être le ratio le plus probable à appliquer sur la base des 20% de signataires de la pétition de Batera. Excusez-moi ! cette note était confidentielle...

Bien, reprenons ! En conséquence, il nous paraît évidemment inutile d'engager une procédure judiciaire contre la tenue d'un référendum au regard de l'encombrement des tribunaux et de la réorganisation actuelle de la carte judiciaire ».

On attendra quand même l'avis définitif du président et on n'est pas d'accord sur le ratio !

Que les Basques du sud votent en masse pour le oui à la libre détermination, le 25 octobre prochain et qu'Aznar ne déclare pas « 60 % des Basques partagent les idées d'ETA, 60% des Basques sont des terroristes. Cette consultation montre qu'il n'y a pas de démocratie en Pays basque ».
Attention ! il paraît qu'il a des amis à Paris.

Objectif Lisbonne : Pourquoi a-t-on besoin d'une université proche de son territoire ?

A travers la Stratégie de Lisbonne, les instances européennes ont défini un cadre global de politique économique. De véritables synergies doivent s'instaurer autour d'un triumvirat constitué des gouvernements locaux/régionaux (1), du secteur de la recherche (2) et de l'économie (3).

Depuis 2000, les États membres ont fait de la recherche universitaire en Europe, un acteur central de « l'économie de la connaissance » : la recherche doit être le moteur du modèle économique qui permettra à l'Union européenne de se maintenir au rang d'acteur économique majeur de l'économie mondiale.

De maigres avancés

Or, déjà, en septembre 2003, la sonnette d'alarme a retenti : un rapport d'information déposé pour l'Union européenne par le député français Daniel Garrigue a dessiné un triste tableau de l'application du programme fixé à Lisbonne. La France tarde à participer à une politique européenne de recherche décentralisée en région. La France a du mal à appliquer une politique publique de la recherche adaptée aux besoins de ses territoires. La centralisation de son système d'enseignement et de recherche débouche sur une superposition de structures (« mille-feuilles ») qui ne contribue ni à l'emploi, ni à la compétitivité de ses régions. En 2004, le Président de la Commission européenne José Manuel Barroso s'est dit inquiet des maigres avancées effectuées par les Etats membres, dont la France.

Une véritable autonomie universitaire?

Face à cette incapacité du système d'enseignement et de recherche français à s'adapter à de nouveaux enjeux, Valérie Pécresse est chargée de réformer le fonctionnement des universités en promouvant « l'autonomie des universités ». Même si la décision semble d'abord être commandée par une rationalité moins décentralisatrice que budgétaire, il y a là une véritable opportunité de construire des universités performantes et utiles pour les territoires où elles se situent.

En effet, cette réforme doit être une opportunité pour définir la véritable place de la recherche universitaire et les formes de collaboration entre universités et entreprises. Peut-elle effectivement contribuer à une progression socio-économique des territoires ? Il apparaît que la science et la technologie ne fonctionnent pas suivant des processus linéaires. Les mouvements de balancier *« de la science vers le marché économique »* et *« de l'économique vers la science »*, sur des échanges sporadiques et discontinus, c'est-à-dire sur des commandes ponctuelles de l'industrie auprès des universités, ne fonctionnent pas durablement. En revanche, les mises en réseau entre chercheurs académiques et les entrepreneurs économiques ont démontré leur capacité d'innovation pérenne. Une fois de plus, bien que l'on parle de mondialisation et de marché global, les innovations et les connaissances sont essentiellement produites localement par des réseaux d'acteurs établis sur un territoire stratégiquement identifié ! Plus que tout autre chose, ce sont les réseaux d'interconnaissances qui produisent les avancées significatives.

Sur un territoire comme le Pays basque, subissant les déséquilibres propres à une région Aquitaine très disparate en terme de recherche et d'innovation, se pose la question de déterminer si les collaborations entre recherche privée et recherche publique doivent se faire au sein ou au-delà des frontières régionales et nationales. A l'instar du modèle français, l'Aquitaine ne constitue pas un ensemble homogène car les territoires y présentent des modèles de développement très différents. Ailleurs en France, des systèmes régionaux sont davantage fondés sur leur potentiel de recherche que sur leur potentiel industriel, comme c'est le cas pour l'Alsace ou le Languedoc-Roussillon.

Des régions équilibrées

Différents types de régions coexistent ainsi : des régions « équilibrées », dans lesquelles entreprises et laboratoires collaborent à l'intérieur de la région (1), les régions importatrices de connaissances, autour de la région parisienne (2), et les régions exportatrices de connaissances (3). La situation géopolitique du Pays basque lui permet de jouer sur plusieurs forces : son économie pourrait bénéficier du rayonnement des Instituts de recherche espagnols sur son territoire (modèle 2) voire exporter son expertise en investissant des créneaux de niche (modèle 3). Car lorsqu'un territoire présente un modèle de développement fortement ouvert vers l'extérieur, ses performances scientifiques et technologiques s'améliorent généralement significativement, notamment en accroissant d'une part, la réputation des acteurs scientifiques et technologiques locaux et d'autre part, la quantité de connaissances produites localement en collaboration avec des partenaires délocalisés. En d'autres termes, la santé d'un territoire tient à la prise en compte de ses spécificités tout d'abord locales.

Place à l'action

Jean TELLECHEA

candidat d'EAJ-PNB aux élections municipales d'Urrugne - Directeur Industriel de PME

Urte berri on deneri !

Cette nouvelle année nous rappelle qu'il est l'heure, pour chacun de nous, d'établir, non plus des bilans, mais des projets. Se donner des objectifs personnels qui accompagneraient la société basque n'est ni une utopie, ni une prétention. Cette « petite » entreprise, aidée par un contexte favorable, peut actionner des leviers qui contribuent à engager la société dans la direction attendue. Par nos activités, politiques ou associatives, par les gens que nous fréquentons, l'éducation que nous transmettons, ne négligeons pas ces actes qui aident la société à se mettre en marche.

La période

Le contexte électoral de ce début d'année favorise le dialogue, les écoutes et les négociations. N'hésitons pas à présenter aux élus, les décideurs encore en place, des requêtes courtes et ciblées. En cette période, les réponses et la réactivité de leur application surprendront.

Les listes candidates aux municipales sont en pleine effervescence. Les unes regorgent de prétendants aux postes de colistiers (plutôt celles des maires en place), et les autres peuvent peiner à les compléter. N'hésitons pas à montrer notre intérêt, même auprès des candidats favorisés. Ceux-ci conservent habituellement quelques « fauteuils » pour des acteurs de dernière minute. Les adhérents d' EAJ-PNB sont des prétendants bien accueillis dans les listes en quête d'ouverture (toutes aujourd'hui).

La priorité

Si nous devions définir une priorité dans la liste des actions à la construction d'une société abertzale, la place de l'Euskara dominerait pour les raisons que nous connaissons : recul de sa pratique, urgence, perspectives…
Pourtant elle représente le socle de notre identité. Elle est à la fois :
- un patrimoine : après avoir traversé les siècles, elle est un héritage transmis individuellement par nos parents, grands parents, … Dans notre société matérialiste, elle est une richesse et un repère immatériels ; c'est si rare, c'est si cher.
- le présent : sa pratique est le symbole de la vie et de l'espoir
- l'avenir : il sera impossible de créer une société identitaire sur le plan humain, culturel puis institutionnel sans ce préalable

Les leviers ne manquent pas : les parents doivent s'engager dans l'apprentissage scolaire de cette langue. Leur place est importante dans les écoles (en particulier dans les Ikastolas). N'hésitons pas à nous y investir et à nous montrer. D'autres parents pourront suivre et les municipalités se sentiront concernées.
Il faut également améliorer la visibilité de notre langue : ici encore les municipalités doivent investir dans la signalétique routière et celle des bâtiments publics, dans l'usage de l'euskara dans les documents administratifs, dans les outils de communication et de promotion…
Bien entendu, si nous le pouvons, n'hésitons pas à l'apprendre et à la pratiquer, chez soi et dans la rue; elle est prévue pour ça.

Une opportunité

La création d'une institution en Iparralde (département ou collectivité territoriale), le rapprochement des 7 Provinces Basques ou une euro-région Aquitaine-Euskadi nous semblent des thèmes tellement techniques et politiques, qu'il peut sembler complexe pour chacun d'entre nous d'y participer .

Il est toutefois possible d'y contribuer :
- Signer à l'appel de Batera est un acte d'engagement .
- Elargir notre lieu de vie de part et d'autre de la Bidasoa ou des Pyrénées est certainement le moyen le plus naturel et durable pour que notre identité commune s'exprime. N'hésitons pas, dans le cadre associatif par exemple, à rencontrer nos homologues du Sud : ces échanges pourront donner un nouveau souffle et de nouvelles perspectives à des structures qui en cherchent.
- Dans la même idée, regardons avec pragmatisme l'activité économique de nos voisins : leur dynamisme industriel et leur potentiel commercial représentent une opportunité pour nos entreprises, dans un périmètre géographique sans comparaison pour nos regards trop souvent tournés vers le nord de la France ou de l'Europe.
La volonté politique d'une région Aquitaine-Euskadi est une réalité, soutenue par les Etats français et espagnol. Des relations vivantes avec nos cousins seront autant d'illustrations pour les acteurs de cette euro-région, de la légitimité d'Iparralde dans une négociation qui ne doit pas se réduire aux représentants de Bordeaux et de Vitoria. Sachons saisir les opportunités lorsqu'elles se présentent.

Le prix AGOSTI XAHO 2007

Avant d'écrire sur le prix AGOSTI XAHO, un petit résumé sur l'association culturelle Agosti Xaho et les motivations qui ont poussé à sa création. Nous sommes un petit groupe d'adhérents d'EAJ-PNB qui aimons le Pays basque nord. Nous constatons avec tristesse que même si les frontières physiques ont disparu, les mentalités sont plus difficiles à changer.
Iparralde, si près mais si loin ... un habitant de Bilbao voit quelqu'un de St Jean de Luz non pas comme un frère mais comme un cousin ... lointain.
L'association culturelle Agosti Xaho a pour objectif d'approfondir et de renforcer notre culture commune, la culture basque.
C'est pour cela qu'en 2004, nous avons décidé de créer « le prix Agosti Xaho ». Lors de la première édition, nous l'avons octroyé à Battitta Urruty, le « dinosaure de la culture souletine » qui nous a quittés malheureusement deux mois avant de le recevoir.
Les deux autres primés ont été Jean Mixel Bedaxagar et Daniel Landart. Lors de cette édition 2007, nous avons décidé d'octroyer le prix à l'unanimité à Jean Louis Davant, travailleur infatigable en faveur de la culture basque. Ses trois éditions de Histoire du Peuple Basque sont à lire

absolument pour ceux qui souhaitent connaître l'histoire de notre peuple. Il est membre d'Euskaltzaindia, l'académie de la langue basque. Auteur de pastorales, comme par exemple « Agirre presidentea » « Agirre président », « Abadia Urrustoi » et celle qui sera prochainement présentée « Xiberoko jauna » « le seigneur de Soule ».
La remise du prix à Jean Louis Davant a eu lieu à l'église de Tardets, le 15 décembre dernier. La soirée a été animée par un autre génie souletin : Pier Pol Berzaitz qui accompagné de musiciens et de voix féminines ont donné à ce concert un caractère tout simplement magique.
Etaient présents, en premier lieu le président de l'Académie de la langue basque : Andres de Urrutia, accompagné de son épouse. Miren Dobaran et Lore Bilbao du Département de la Culture étaient présents au nom du Gouvernement basque qui finançait en partie le concert.
La remise de ce prix a été réalisée par Elixabete Piñol, présidente de l'association culturelle Agosti Xaho et par Milu Castan, président de Xiberoko Zohardia. Iparralde, le Pays basque nord est magnifique par le vert de ses paysages de Bayonne à Tardets. Le rouge représente sa passion, son amour de la culture basque et le blanc est son bien le plus précieux : la noblesse de tous ses habitants.
L'Association Agosti Xaho est situé à Bilbao, dans la rue Ibañez de Bilbao, 16, (Sabin Etxea).

Mikel Coia
Secrétaire de l'association culturelle Agosti Xaho

Histoire du nationalisme basque

Les repercussions de la guerre civile

Par Jean-Claude Larronde

La lutte contre les calomnies franquistes

Les nationalistes basques réfugiés en France durent, en 1937, combattre un mythe qui s'était ancré profondément dans les esprits des gens de droite et de la population catholique : « la guerre avait été engagée pour sauver l'Espagne du communisme ».

L'incompréhension était quasi-générale comme le reconnut José Antonio de Aguirre :
« Combien étaient rares ceux qui nous comprirent, spécialement en France !... Pour les uns, nous étions des indésirables, pour d'autres des pauvres égarés et ils ne manquaient pas, ceux qui nous regardaient avec mépris et nous accusaient d'être les causes des maux de la France : Vous nous divisez – nous dit plus d'un – à cause de vous, nous discutons ».

Le philosophe français Jacques Maritain, ami des Basques.

Les déformations de la réalité étaient monnaie courante depuis le début des hostilités ; ainsi, le 5 octobre 1936, l'écrivain Gaëtan Bernoville, basque de sympathies carlistes et bien introduit dans les milieux de droite parisiens, n'avait-il pas dans un numéro de la revue jésuite Etudes parlé « d'un ralliement d'EAJ-PNB au Frente Popular » ?

Les nationalistes basques étaient particulièrement peinés de constater que beaucoup de catholiques ne pouvaient ou ne voulaient pas comprendre l'attitude du EAJ-PNB dans la guerre civile.

Cependant, face aux calomnies, les nationalistes basques ne se départirent point de leur action pédagogique : il leur fallait expliquer et expliquer encore comment, agressés par un même ennemi, ils s'étaient retrouvés à combattre aux côtés des forces du Front Populaire. Et après tout, ces alliés de circonstances n'étaient-ils pas les partisans du gouvernement légitime et légal de la République ?

En outre, pouvaient faire remarquer les nationalistes basques, l'Episcopat espagnol lui-même n'avait-il pas publié le 20 décembre 1931 – sept mois après l'instauration de la République – une Lettre Collective dans laquelle il était rappelé que l'Eglise n'omettait « *jamais d'inculquer le respect et l'obéissance dus au pouvoir constitué* » ?

Certes, les catholiques partisans de l'Espagne franquiste pouvaient citer la « *Lettre Collective des évêques espagnols à ceux du monde entier au sujet de la guerre d'Espagne* », datée du 1er juillet 1937, œuvre du Primat d'Espagne, le Cardinal Gomá archevêque de Tolède, mais les nationalistes basques eurent beau jeu de préciser qu'il y manquait trois signatures importantes, celles du Cardinal de Tarragone (Vidal i Barraquer) et des évêques de Vitoria (Mateo Mugica) et de Orihuela en Galice ; ils pouvaient d'ailleurs s'appuyer, face à la majorité des évêques espagnols, sur le texte que publia contre « la guerre sainte » dans la Nouvelle Revue Française Jacques Maritain, à cette même date du 1er juillet 1937.

L'opinion publique en Pays Basque Nord

En Iparralde, la droite et le clergé conservateur qui dominent totalement la vie politique, ne peuvent, ni surtout ne veulent pas comprendre l'attitude des nationalistes basques du Sud qui combattent, aux côtés des communistes.

Les quotidiens de la droite bayonnaise

En ce qui concerne la presse, trois quotidiens de Bayonne ont pris depuis le début de la guerre civile, fait et cause pour les rebelles.

La Gazette de Bayonne, du Pays Basque et des Landes entend défendre les intérêts touristiques de la Côte Basque ; elle tient à rassurer les touristes : le calme règne en Pays Basque Nord ; on n'y remarque aucun trouble. Elle déplore la position des nationalistes basques dans la guerre, leur « pacte avec le diable » ; les informations données dans ce journal sont approximatives, pour ne pas dire fantaisistes : ainsi, « *Bilbao va-t-elle proclamer l'indépendance de la Catalogne ?*» (sic) ; ou encore « *Quirnica (sic) ancienne capitale du Pays basque, est presque complètement dévastée* ».

Egalement, Le Courrier de Bayonne critique les nationalistes basques du Sud, il s'agit de « *malheureux égarés* », la seule chose qu'ils ont à faire, c'est de se rendre au Général Franco, d'autant que celui-ci « *promet aux Basques leur autonomie* ».

Mais la quotidien bayonnais le plus farouchement franquiste est sans conteste La Presse du Sud-Ouest ; l'organe des conservateurs locaux est violemment et viscéralement anti-communiste : aussi ne peut-il comprendre que les nationalistes basques combattent aux côtés des communistes, le communisme est un « *monstre moderne… hydre à sept têtes, synthèse de toute hérésie, diamétralement opposé au christianisme dans sa doctrine religieuse, politique, sociale et économique* » ; il en résulte qu'il n'y a aucun moyen de comprendre la « *monstrueuse alliance des catholiques guipuzcoans et biscayens avec les pires ennemis de leurs convictions religieuses* ».

La Presse donne largement la parole au député de droite Jean Ybarnegaray qui ne tarde pas à déclarer qu'il a choisi le camp franquiste ; dès le 25 octobre 1936 – lors d'un meeting de son parti, la Parti Social Français (PSF) qui réunit 6.000 personnes à Pau – propose d'adresser un « *salut fraternel aux nationaux espagnols qui combattent contre la tyrannie communiste, pour la civilisation* ».
Surtout, « *La Presse » donne une très large place au Congrès Régional du Sud-Ouest du Parti Social Français qui a eu lieu à Bordeaux ; le dimanche 23 mai 1937, Jean Ybarnegaray, vice-président du Parti, y prononce un discours dans lequel il « condamne le séparatisme basque espagnol* ».
Ce discours – reproduit intégralement dans La Presse – est important car c'est un des rares documents où apparait nettement la position de la droite en Pays basque Nord : l'anticommunisme viscéral entraîne la condamnation de l'attitude des nationalistes basques, d'où le désir de voir Franco l'emporter.

Liburua

Les Basques, peuple de la montagne, histoire-légendes traditions

Koldo San Sebastian

Edition Elkar Argitaletxea

Des danseurs souletins aux pêcheurs de Fontarrabie, des conducteurs de trains de bois de la vallée du Roncal aux contrebandiers d'Ainhoa et de Sare, de la mythologie rurale au commerce transfrontalier contemporain, ce livre est une invitation au voyage, au coeur de la civilisation basque.

Le PACT, un logement digne pour tous

Le problème de l'immoblier est particulièrement aigu en Pays basque. Le piège des zones touristiques fonctionne à plein. D'une part, une économie du tourisme qui produit des revenus moyens et d'autre part, une attractivité qui accentue la hausse des prix de l'immobilier. Rencontre avec Benoit Caussade, directeur du PACT dont la mission est de soutenir les personnes les plus affectées par cette crise.

Que représente le PACT en Pays basque ?

Le PACT est issu d'un mouvement associatif d'entraide pour reloger les personnes vivant dans des taudis et un habitat indigne. L'association du PACT du Pays basque a été crée en 1967. Nous travaillons essentiellement dans l'objectif de développer le logement social dans le parc privé, notamment par la réhabilitation d'appartements.
Notre structure salarie 44 personnes. Tous les métiers du logement sont concernés.

Nous disposons d'un service de maîtrise d'œuvre, d'ingénierie sur les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat, d'un service d'adaptation des logements pour les personnes âgées et handicapées, nous gérons également le BAL (Bureau Accès Logement) où interviennent des travailleurs sociaux et des juristes spécialisés sur le logement.
Le PACT dispose en outre d'un Espace info énergie outil financé en partenariat avec l'ADEME le Conseil Général et le Conseil Régional..

Quel bilan tirez-vous de votre action ?

Notre volonté est d'essayer de répondre à la demande en logement de publics en difficulté, de multiplier les opérations qui permettent de répondre à de nombreuses douleurs. Pour cela, il existe de nombreux dispositifs. Depuis le transfert des aides à la pierre de l'Etat aux Collectivités, nos partenaires privilégiés sont le Conseil Général et la Communauté d'Agglomération du BAB, mais nous menons des opérations avec les autres collectivités locales (Communes, Communautés de Communes..).

La tension du logement exige un effort d'inventivité, par exemple nous développons des outils tels que les baux à réhabilitation, ainsi nous conduisons en partenariat avec la ville de Bayonne la réhabilitation de 11 logements sur le quartier Saint esprit. La ville demeure in fine propriétaire du bâtiment que nous réhabilitons et dans lequel nous créons des appartements que nous louerons à loyers maîtrisés (soit un loyer inférieur d'environ 40 % au prix du marché) pendant 30 ans. Il existe de nombreuses formules juridiques que nous exploitons du mieux possible. Nous travaillons également avec les Communautés de Communes du Pays basque intérieur sur des projets similaires. Le regroupement des municipalités est indispensable pour une action efficace avec des moyens plus importants. Sur l'ensemble du Pays Basque, nous contribuons chaque année à la réhabilitation de plus de 1000 logements

Comment analyser le marché du logement en Pays basque ?

Contrairement à des formulations électoralistes et réductrices, tout le monde ne sera pas propriétaire et ne pourra pas l'être. Ceux qui ont peu de ressources sont exclus du marché du logement, depuis quelque temps on remarque sur le littoral que des personnes âgées à faibles ressources sont en grande difficulté suite à la mise en vente du logement qu'elles occupent et ont les pires difficultés à accéder à un nouveau logement. Même des salariés (1 ou 2 SMIC)

Des appartements...

sont aujourd'hui en précarité sur la question du logement. Par ailleurs, certaines personnes

sont dans de telles situations de détresse sociale qu'elles sont inaptes à se loger par leur propre moyens. Des associations comme la nôtre tentent de trouver des solutions adaptées en accompagnant socialement et techniquement les personnes en situation de précarité. L'effort conjugué avec d'autres opérateurs comme les HLM, le COL, le CIL (collecteur 1%), Crédit Immobilier …permettent de mettre en place de multiples réponses et d'amoindrir les difficultés, mais le problème du foncier et du logement dépend avant tout d'une action publique volontariste sur du long terme,lLa prise de conscience est néanmoins réelle.

... rénovés par le PACT

EAJ-PNB dans le pays de Labéguerie

Un nouveau groupe local d'EAJ-PNB est déosrmais présent en Labourd intérieur. La tâche à accomplir est immense tant notre mouvement est méconnu mais nous avons aussi des raisons d'espérer.

La 7ème Organisation locale d'EAJ-PNB a vu le jour fin décembre. Il s'agit du biltzar du Labourd intérieur présidé par le jeune Ezpeletar Florian Martin-Halty, composé de 8 personnes. Le biltzar du Labourd intérieur a été crée après celui d'Hasparren, d'Anglet-Biarritz, de Basse-Navarre-Soule, de St Jean de Luz, de Bayonne et d'Hendaye. Les organisations locales sont à la base du fonctionnement d'EAJ-PNB. Un alderdikide, membre d'EAJ-PNB cotise au niveau de son organisation locale. Tous les débats qu'ils soient municipaux, régionaux ou nationaux sont débattus en biltzar. Les groupes locaux sont représentés par des délégués aux Assemblées régionales et nationale.

Des villages accueillants

Les biltzar issus de la démocratie basque

Ce système est inspiré de la société traditionnelle basque qu'EAJ-PNB souhaite projeter dans l'avenir. Le développement des organisations locales est donc une priorité pour EAJ-PNB en Pays basque nord comme en Pays basque sud où là-bas plus de 200 organisations locales réunissent près de 30 000 alderdikide ou jeltzale. Ces groupes locaux se réunissent généralement dans des batzoki, qui sont à la fois des lieux de réunion, de conférence et de détente avec un bar et souvent un restaurant.

Un territoire euskalzale

Le nouveau biltzar a donc pour ambition de s'inscrire dans cette tradition qui constitue la force principale d'EAJ-PNB, celle de la proximité avec le terrain. Il nourrit de légitimes ambitions dans un territoire euskalzale qui comprend les communes de Kanbo, Ezpeleta, Itsasu, Haltsu, Jatsu, Larresoro, Luhuso, Sara, Zuraide et Ainhoa. Les résultats obtenus par les abertzale sont probants. Les élus en place sont en général des centristes euskalzale ouverts aux idées d'EAJ-PNB. Nous bénéficions sans doute un peu de l'héritage laissé par l'ancien maire de Kanbo, Mixel Labéguerie, connu pour son engagement basque, dans les années 70.

Nous faire connaître

Le biltzar aura pour ambition de faire connaître notre mouvement politique dans une zone où de nombreuses personnes partagent nos idées sans savoir qu'il existe un mouvement qui les incarne. Un travail de pédagogie sera nécessaire. Pour cela, des instruments comme le futur blog local associé au blog général : iparralde.eu sera très utile. Le biltzar cherchera également à convaincre les jeunes qu'il est possible d'être basque et moderne. Si une culture n'est fossilisée, arriérée et dépassée, celle est avant tout le résultat d'un contexte politique défavorable et d'une inertie de la société qui porte cette culture. Fort heureusement, en Pays basque nord, le mouvement culturel a permis à l'identité basque d'entrer dans la modernité et d'infléchir la politique culturelle publique. La création culturelle est bien présente. Les

thèmes évoqués dans les joutes de bertsularisme concernent les sujets de la vie contemporaine, le rock basque est toujours présent, une jeune génération d'artistes apparaît sur d'autres univers musicaux, la danse basque aussi évolue... Le complexe d'infériorité est plus faible dans ce territoire qu'ailleurs. EAJ-PNB aura pour ambition de le faire disparaître.

Le biltzar aura également pour mission de participer aux débats de la vie locale à l'échelle de la Communauté de Communes d'Errobi. Pour un mouvement politique, les thèmes sociaux, économiques, écologiques sont aussi importants que la question institutionnelle ou celle de la culture basque. Nous souhaitons bonne chance au biltzar du Labourd intérieur qui est engagé dans un travail de terrain indispensable à l'enracinement d'EAJ-PNB en Pays basque nord.

Le biltzar du Labourd intérieur

Florian Martin-Halty

*Le bureau de ce biltzar est composé de **Florian Martin-Halty**, président, **Peio Etxeleku**, trésorier **Patrice Gouspy**, secrétaire. Le biltzar se réunira une fois par mois.*

Christian Noguez : “ un élu est acteur du développement du village”

Christian Noguez est membre d'EAJ-PNB et conseiller municipal à Macaye. Ce citadin de naissance nous fait part de son expérience d'élu local attaché à la vie de son village.

Quelles sont les raisons de ton engagement dans la vie municipale de Macaye ?

En 2001, le Conseil Municipal de Macaye est passé de 11 à 15 membres. Dans le but d'élargir et de rajeunir l'équipe en place, un adjoint est venu me demander de travailler pour le bien de la commune. Natif de Bayonne et "immigré" à Macaye où j'habite et restaure la ferme natale maternelle, je n'étais pas vraiment impliqué dans la vie du village. Mais de par mon vécu personnel au sein d'associations sportives et culturelles, très sensible aux valeurs qui y sont véhiculées, j'ai spontanément répondu favorablement à cet appel. Cette fonction d'élu est très enrichissante sur le plan humain, elle engendre aussi un questionnement régulier sur les conditions liées au cadre de vie . Après cette première expérience , je compte poursuivre l'aventure avec cette volonté de finaliser et mener à bien les projets de la commune. Un élu est acteur du développement du village : sa capacité d'écoute et de réflexion est au service de la collectivité : il s'agit donc de m'investir, d'amener ma contribution, mes idées , une certaine dynamique pour préparer les lendemains.

Quels sont les principaux enseignements que tu retiens de ton expérience d'élu municipal ?

Lors du dernier Conseil de 2007, M. le Maire, Jean Camblong, a demandé à chacun d'entre nous de s'exprimer par rapport à son engagement. Les mots qui revenaient le plus souvent étaient projet, équipe, sérénité. Durant 7 ans , les idées ont pu souvent diverger mais cette diversité a été une richesse : l'écoute, le respect de l'autre , un esprit constructif ont été bénéfiques au village. Nous avons eu cette chance de pouvoir nous exprimer et de débattre en toute spontanéité et transparence. Les décisions, mûrement réfléchies ont été prises à l'unanimité pour être profitable au village. Il faudra travailler dans le même état d'esprit dans les années à venir.
Quels que soient les projets, ce que je retiens aussi c'est qu'il faut savoir les porter, savoir ferrailler avec les décideurs, les financeurs et à mon sens il faut connaître les rouages institutionnels. Dans un petit village comme Macaye, ce rôle est dévolu au Maire et ses 2 adjoints. Nous avons eu cette chance d'être bien mené , bien drivé par Mrs Camblong, Dubois et Claverie qui au delà de leur connaissance de l'homme, ont cherché la cohérence dans notre ligne de conduite tout en restant visionnaire.

Quels sont selon toi les projets à promouvoir à Macaye et dans la Communauté de communes d'Hasparren ?

L'entretien des biens communaux (école, église, mur à gauche, voirie...) constitue l'essentiel du travail. Le principal objectif sera de finaliser la rénovation d'Etche Handia, maison noble appartenant à la commune. Le dossier qui visait la réalisation d'une structure d'hébergement de groupes a été soutenu par beaucoup d'élus locaux, salué même par le Conseil Régional mais il n'a pu aboutir puisque les caisses de l'Etat sont vides. Il n'est pas responsable d'endetter le village, la privatisation n'est pas envisageable car nous voulons rester maître de notre patrimoine. L'autre préoccupation sera de résister, maîtriser la pression immobilière : Macaye doit garder sa vocation agricole et il faut sauvegarder le pastoralisme , l'agriculture tout en proposant aux jeunes des espaces de vie. Une cohabitation harmonieuse passe par une juste réflexion de notre carte communale.
Hazparneko Lurraldea est une structure qui regroupe 10 communes. Ses compétences que sont l'économie, l'environnement, l'aspect social et culturel et l'aménagement de l'espace n'ont pas fait vraiment montre d'une grande homogénéité. Chacun tire de son côté, joue petit, préserve son électorat. Par ailleurs, l'élaboration du Projet Collectif de Développement a montré clairement ses limites. C'est peut-être le fonctionnement , le découpage institutionnel et les moyens financiers qui ne permettent pas de mener à bien toutes les ambitions. Je pense que nous devrions apprendre à connaître nos voisins , gagner en cohérence en terme de projets dans cette dimension plurielle.

Que peut apporter EAJ-PNB au pays d'Hasparren ?

Il est difficile de mobiliser les jeunes en politique. Pourtant notre pays mérite, réclame respect et projets. Si l'on a des convictions autant les porter et débattre plutôt que d'être attentiste, passif ou critique. Sur Hasparren, notre Biltzar doit s'élargir : nous pourrons plus facilement évaluer nos besoins, nos carences, nos aspirations, raisonner dans une dimension intercommunale sur tous les sujets inhérents à la société. Les valeurs portées par EAJ-PNB, parti humaniste, progressiste, sont un levier pour préparer et construire nos lendemains.

Imprimé sur papier recyclé 100% PAPIER RECYCLÉ

EAJ PNB
Euzko Alderdi Jeltzalea - Parti Nationaliste Basque

RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT
25 rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 - fax 05 59 59 54 84
e-mail : lema@eaj-pnb.com - site : http://www.eaj-pnb.com
Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h
Abonnement annuel 20 euros
Responsables des Biltzar : Anglet-Biarritz, Txaro Goikolea 06 80 74 32 60
Basse-Navarre-Soule, Paco Arizmendi 06 80 88 55 85 - Bayonne, Argitxu Noblia 05 59 41 13 63 - Hendaye, Marinette Aprendisteguy 05 59 20 73 31 - Groupe de Paris, Alain Chevalley 06 66 27 19 04 - Saint Jean de Luz, Gaxuxa Elhorga 05 59 51 03 34.